



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 29 MAI 1982

N° 163

PRIX :

ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE DATES ET SYMBOLES

Une question de dates oppose différentes «autorités» celle des patrons — le CRPG, le syndicat des patrons — et les partis de gauche. La présidente du Conseil Général a pris elle une position d'attentisme : c'est de France que doit venir la décision !

Pour les partis de gauche, c'est le 28 Mai que l'on doit retenir comme date pour commémorer l'abolition de l'esclavage.

C'est à cette date que prit fin le soulèvement des Noirs de la Guadeloupe qui refusaient de se laisser remettre en esclavage.

Ignace qui souleva les ateliers de la Grande-Terre fut tué à la Rivière-Salée, après avoir battu les troupes esclavagistes à Baimbridge. Delgrès, repoussé vers le Matouba, se fit sauter avec plusieurs centaines de ses compagnons, révoltés contre l'oppression esclavagiste.

Pour les gens de droite et les assimilationnistes à tout crin c'est soit le 27 avril date du décret d'abolition pris en France soit la date de la naissance de Schœlcher le 21 juillet, qu'il faudrait retenir.

L'historien Jacques Adélaïde Merlan, lui, rétorque tout simplement qu'il suffirait de commémorer toutes ces dates qui marquent toutes des événements différents. En France il y a bien une multitude de commémorations voulues par la bourgeoisie pour fixer telle ou telle signification d'un événement dans la tête de millions de gens et sur plusieurs générations.

Ce n'est pas une simple querelle de clercs. Car les dates, les commémorations tout comme les symboles ont leur importance aux yeux de la population. Ils constituent des moyens de formation d'éducation des sentiments politiques et des moyens de ralliements selon des camps bien précis. La preuve en est que tout le monde ne veut pas brandir les mêmes drapeaux ni célébrer les mêmes dates. La bourgeoisie elle-même est toujours très soucieuse de ces questions.

Le patronat guadeloupéen on devrait dire le patronat blanc en Guadeloupe — descendants d'esclavagistes pour une bonne part ou capitalistes Français — ne veulent célébrer qu'une date où la liberté ait l'air d'avoir été octroyée par la France — par le gouvernement français, par les blancs.

On fait alors le silence sur ce que fut le combat des esclaves en 1802 ou en Mai 1848. On fait le silence sur le fait que ce sont les révoltes d'esclaves qui avaient rendu de plus en plus insupportable ce système esclavagiste. Les révoltes et le sabotage permanent des travaux avaient rendu très onéreux le travail servile. Mais il y avait aussi que la vie même de la colonie blanche était menacée, tout comme elle le fut autre fois en 1802 et 1803 en Haïti par les esclaves révoltés. *Suite p. 4*

MAI 67 — MAI 82

IL Y A 15 ANS :

LE MASSACRE COLONIALISTE

DOSSIER

P. 2



A propos des réfugiés Haïtiens L'IMPERIALISME AMERICAIN, UN SYSTEME HIDEUX ET BARBARE

La situation que connaissent des milliers de Haïtiens émigrés aux USA et enfermés dans des camps en Floride, reste toujours aussi révoltante.

En fin de semaine on apprenait que quatre jeunes Haïtiens, enfermés dans l'un de ces camps, le camp de Crome en Floride, depuis de longs mois, ne voyant aucune issue à leur sort, avaient tenté de se donner la mort.

L'administration Reagan continue d'interdire la sortie des camps à ces milliers de gens qui ont voulu fuir la misère extrême qu'ils connaissent en Haïti, mais aussi la répression sanginaire exercée par la famille du dictateur Duvalier.

Après les avoir enfermés dans de véritables camps de concentration, femmes d'un côté, hommes de l'autre, l'administration de Reagan vient de monter encore d'un

cran dans l'horreur des méthodes employées contre eux.

En effet pour «diminuer le désir sexuel des hommes» ainsi isolés, elle leur administre des hormones féminines. L'une des conséquences des désordres hormonaux provoqués par ces médicaments, est le développement des seins et des modifications physiques importantes.

C'est précisément cette situation qui a entraîné le désespoir de 4 jeunes la semaine dernière...

Dans ces camps de réfugiés haïtiens, l'impérialisme américain apparaît vraiment sous sa forme la plus hideuse. Appliquant la torture morale et physique pour interdire l'entrée de ces réfugiés aux USA.

C'est bien cela la «civilisation» de la première puissance impérialiste : l'horreur, la barbarie pour défendre l'ordre et les pri-

vilèges des bourgeois.

Une civilisation qui piétine les hommes, qui cherche à les avilir, pour en faire de simples pions, doit être détruite. C'est une civilisation gangrénée, pourrissante qui ne peut qu'appliquer des méthodes similaires ou plus terribles encore dès qu'elle jugera ses intérêts menacés.

La lutte des Noirs Pauvres de la Caraïbe, de ceux de la Guadeloupe et de la Martinique en particulier, contre l'impérialisme français et américain, pour se libérer du colonialisme mais aussi de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme est la meilleure solidarité qui puisse être portée à la lutte des populations haïtiennes pour les aider à sortir des griffes de la dictature de Duvalier et de l'impérialisme américain.

M.T.

GUERRE DES MALOUINES : CE SONT LES PEUPLES D'ARGENTINE ET D'ANGLETERRE QUI PAIERONT LA NOTE

Le conflit des Malouines est entré dans une phase aiguë. Les troupes anglaises ont débarqué sur la plus grande île de l'archipel et font face aux soldats argentins. Il y aurait deux mille marines anglais d'un côté et dix mille soldats argentins de l'autre.

Pour l'instant aucun affrontement grave n'a eu lieu entre les deux forces. La seule bataille se déroule sur mer et dans les airs.

L'atout majeur des Argentins c'est leur aviation. Celle-ci ne cesse d'attaquer depuis une semaine les bateaux de guerre anglais. Plusieurs de ceux-ci ont ainsi été détruits.

Il semble que l'aviation argentine ait perdu le quart des ses effectifs. Mais le temps joue contre l'expédition militaire anglaise. Pour que l'opération de madame Thatcher

réussisse, il faudrait aller vite car le climat deviendra de plus en plus défavorable aux opérations navales. Le corps expéditionnaire débarqué sur l'île devrait avoir pour tâche d'élargir une tête de pont, de vaincre les troupes argentines et de les obliger à la capitulation.

Mais il est peu probable que ces opérations militaires puissent être rapides et il faut s'attendre à des combats extrêmement durs qui feront des milliers de victimes des deux côtés. Londres pavoise déjà pour avoir réussi à installer sa tête de pont de deux mille hommes sur les Malouines. Mais rien ne dit encore qu'elle a partie gagnée dans cette affaire. Et même si momentanément elle réussissait à l'emporter de façon nette — ce

qui est encore très loin d'être le cas — comment pourrait elle s'opposer éternellement aux sentiments des argentins et à d'autres opérations militaires qui naîtront inévitablement de ce sentiment à l'avenir. Pour un impérialisme qui est malade, décadent au point de ne pouvoir offrir autre chose que le chômage et la crise au peuple anglais. C'est évidemment une aventure qu'il fera payer précieusement à ce peuple.

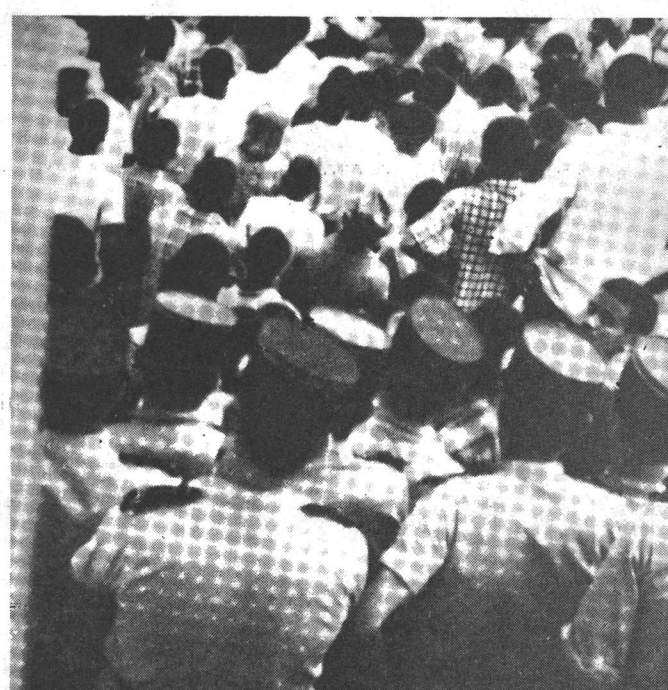
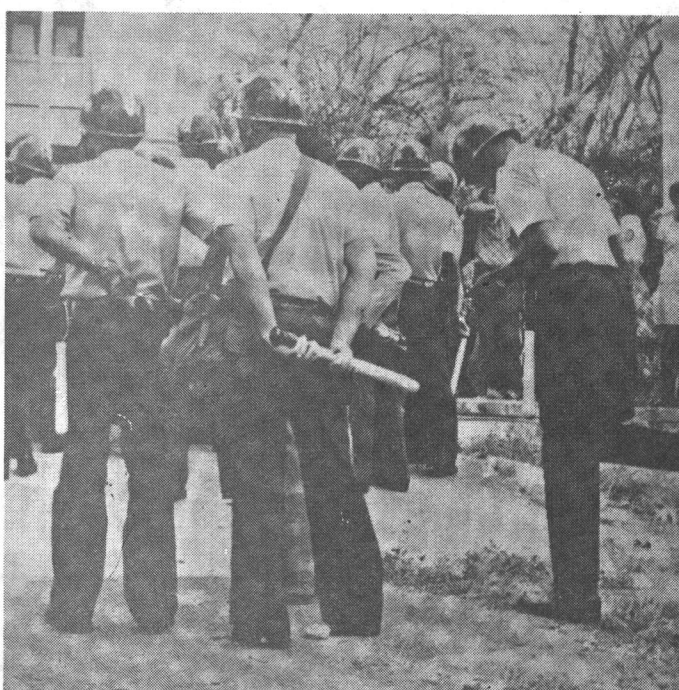
La «liberté» des Malouines lui coûtera des soldats (qui meurent déjà en grand nombre) et de l'argent, pour payer l'expédition en cours, mais aussi pour continuer à monter en permanence la garde de l'archipel des Malouines.

Suite P. 4

26 ET 27 MAI EN GUADELOUPE : MASSACRE COLONIALISTE



Les camions militaires quadrillent Pointe-à-Pitre.



Le procès des jeunes anticolonialistes le 3 avril 68 au Palais de Justice de Pointe-à-Pitre.

Quelle est la maturation sociale et politique qui a précédé l'explosion de mai 67 ?

Les années fin cinquante début soixantées ont été des années où le mouvement social sera grand aux Antilles et en Guadeloupe en particulier.

Les conséquences du chômage qui frappa près de la moitié de la population à l'époque sont catastrophiques. Des bandes de jeunes désœuvrés se retrouvent par grappe au coin des rues. La politique d'émigration qui commence, se fait dans des conditions lamentables. Véritable déportation, elle est un exemple du mépris affiché de l'administration à l'égard des antillais. Mais cette soit-disant « solution » au problème du chômage n'empêche pas que dans les années qui précèdent 67, des milliers de jeunes errent, dans les rues, sans travail, aigris, et extrêmement sensibles à l'inégalité sociale et raciale qui règne dans le pays.

En Martinique, décembre 59 fut marqué par la révolte de jeunes dont on relèvera deux morts tués sous les balles des forces de répression coloniales. Les années 63 et 65 sont aussi des années où dans les faubourgs de Fort-de-France éclatèrent de véritables émeutes. Suite à l'affaire Marny, la population et les jeunes vont s'opposer aux forces de répression coloniales. On relève morts et blessés. Evidemment cela n'est pas sans écho en Guadeloupe où le bouillonnement social est grand parmi la jeunesse.

On assiste aussi dans la même période à l'éveil du sentiment national et à la naissance d'organisations anti-colonialistes influencées par la révolution cubaine qui a triomphé en 59, par la victoire du peuple algérien qui gagne après 8 ans de lutte, une indépendance chèrement payée. C'est aussi la période où un peu partout dans les pays sous-développés : Congo, Cameroun, Guinée, Bissau, Mozambique, Rhodésie, se déclenchent des luttes contre les puissances coloniales oppressives de ces peuples.

Aux USA, les Noirs américains sont en pleine révolte ouverte et armée contre le pouvoir raciste.

C'est dans ce climat que des jeunes Antillais prendront conscience de la nécessité de s'organiser et de se battre contre le mépris colonial que l'impérialisme français fait subir aux Antilles depuis tant d'années.

En 1963 ce sera le procès de l'OJAM (Organisation de la jeunesse anticolonialiste martiniquaise). Après des mois de détention de jeunes martiniquais vont dénoncer à la barre les méfaits du système colonial et le fait qu'ils ne sont en prison que parce qu'ils sont « anti-colonialistes ».

C'est en Guadeloupe la naissance du GONG, groupe d'organisations nationales de la Guadeloupe. Influencé par les idées maoïstes, castristes et celles de la révolution algérienne, le GONG aura un écho important au sein de la jeunesse scolaire et celle des faubourgs, les chômeurs. Il y a aussi le CPNJG (comité national populaire de la jeunesse guadeloupéenne), l'AGEG (association générale des étudiants guadeloupéens), qui rassemble des étudiants et propage les idées nationalistes.

De nombreux jeunes seront influencés par ces idées. Le PCG timoré, est délaissé par un bon nombre de ces jeunes qui veulent aller plus loin. Ils lui reprochent en particulier sa passivité et son électoralisme. Il y aura d'ailleurs une scission importante au début de l'année 67 qui verra une bonne partie des jeunes du PCG créer l'organisation la « vérité », dont un certain nombre de militants se retrouveront au GONG par la suite.

Sur le plan économique et social la situation va s'aggraver considérablement après le passage du cyclone Inès en septembre 66. Le cyclone qui passe en plein sur la Guadeloupe sera l'un des plus dévastateurs depuis celui de 28. Des milliers de cases seront emportées, des milliers de travailleurs perdront tout. Il faut dire aussi qu'à l'époque les grandes cités que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas et la grande majorité de la population de la Guadeloupe était logée dans de petites cases insalubres et fragiles. Cela augmentera la grogne et la colère chez de nombreux travailleurs et chez de nombreux jeunes.

C'est ainsi que en Mars 67, une première émeute éclatera à Basse-Terre. Un commerçant blanc envoie son chien mordre un ferreur de souliers infirme qui se trouve devant son magasin.

Aussitôt, la foule en colère qui avait vu la scène saccagera le magasin et manifestera sa colère dans les rues de Basse-Terre. Pendant deux jours la foule s'affrontera aux CRS et aux Képis rouges en de violents combats de rues. Le climat s'alourdit aussitôt dans tout le pays. Les troupes coloniales quadrillent la Basse-Terre. Des jeunes s'attaquent à eux à coups de pierre.

C'est le prélude à l'explosion de mai.

LES 26 ET 27 MAI

Les 26 et 27 mai la répression s'abattra férocièrement sur les travailleurs et les jeunes de la région pointoise.

Des dizaines d'entre eux seront abattus par les fusils et les mitraillettes des CRS et des képis rouges.

On ne saura jamais exactement combien de gens ont été tués ou estropiés ou blessés dans cette affaire, mais vu l'ampleur des moyens mis en place pour la répression, vu qu'elle a duré plus de trois jours pleins, (nuits et jours) on peut penser, quand on fait le recoupement de tous les témoignages, que plus d'une cinquantaine de personnes sont mortes au cours de ces événements de 1967.

Tout a commencé avec une manifestation d'ouvriers du bâtiment qui devant la chambre de commerce (aujourd'hui Office du Tourisme) attendaient les résultats des négociations entre patrons et ouvriers. Un incident eut lieu quand le nommé Brizard sortit en invectivant les grévistes et en tenant des propos racistes à leur égard. La foule se mit en colère, il y eut divers mouvements quand les CRS intervinrent sur les lieux. Brusquement répondant à un jet de cailloux, les CRS tirent et abattent un homme : c'est Nestor, un militant du GONG, organisation qui lutte pour l'indépendance et qui est

présenté en Guadeloupe depuis trois ans. Nestor est abattu : l'indignation est vive, les événements vont alors se précipiter. Les CRS continuent de tirer, les manifestants sont rejoints par des gens décidés à ne pas accepter ce crime, la riposte s'organise. Des groupes se forment, des armes, des fusils apparaissent. On répond aux tirs des CRS. Toute la nuit il y a des combats. Des magasins d'armes sont éventrés, des magasins d'armes sont incendiés, des voitures renversées et brûlées. Les CRS sillonnent les rues tirant souvent à vue sur tout ce qui bouge.

Le nombre des morts augmente au fil de la nuit. Il y a des centaines de blessés. Des gens sur leurs balcons ont reçu des balles, des passants, des gens en voitures ont été blessés ou mutilés par les CRS et les gendarmes.

Un homme a eu la jambe coupée par une balle explosive. Un autre à eu le bras presque arraché et restera infirme à vie.

Différents affrontements auront lieu encore pendant les deux jours qui suivent. Le lendemain notamment, les lycéens descendent dans la rue ; ils sont matraqués sauvagement. Il y a encore des blessés par balles. Différents ponts de la ville voient encore de sérieux affrontements. Les PTT, la Banque de la Guadeloupe, l'immeuble d'Air France, tous ces bâtiments sont plus ou moins victimes de tentatives d'incendies.

Les CRS de leur côté ont aussi de nombreuses victimes soit par jets meurtriers des conques de lambi, soit par balles de fusil de chasse.

Les jeunes Noirs et les travailleurs, les habitants des « cours » de Pointe-à-Pitre, Abymes et des alentours de Pointe-à-Pitre n'ont pas accepté l'assassinat des leurs : ils ont riposté avec courage.

Les CRS cherchent d'ailleurs par la suite à se venger. Le jeune Taret est tué à bout portant près de chez lui, il en sera ainsi de Pincemail, Tidas, ... pendant une des tueries, un enfant qui se trouvait au pied d'une des victimes des CRS est tué dans la même rafale. On ne fait pas de détail ! On tire dans le tas.

Pourtant, après tout cela les autorités coloniales veulent s'en sortir avec le bon droit de leur côté. Des jeunes sont emprisonnés et jugés en Guadeloupe, ils seront en général condamnés entre 18 mois et 5 ans de prison.

Puis tous les gens connus comme militants anti-colonialistes, ne faisant pas parti du Parti communiste, sont arrêtés et transférés en France. Cela va de Rodés à Makouke en passant par Lauriette. Seul Théodore est absent ayant réussi à prendre la fuite avant les arrestations.

Leur procès sera l'occasion de dénoncer la main-mise et l'oppression coloniale en Guadeloupe. Mais pendant plusieurs mois, sinon plusieurs années, le massacre de Mai 67 va peser sur la vie politique en Guadeloupe.

Les grands partis et en particulier le Parti Communiste vont se dédouaner de ces événements en renvoyant dos à dos manifestants de mai 67 et forces de répression. Le PCG parlera de « provocations » et dénoncera le racisme des Noirs, alors que ce sont les CRS blancs qui viennent assassiner des dizaines de Noirs ! Le PCG va ainsi montrer au

gouvernement qu'il se désolidarise de ceux qui s'étaient battus, de ceux qui n'avaient pas accepté qu'on les assassine sans combattre. Depuis lors les traits passifs de parti se sont accentués et progressivement perdu pied dans de nombreux secteurs de la population au profit de ceux qui luttent pour arracher la Guadeloupe du joug colonial. Cette situation d'indignité qu'est le pouvoir blanc sur un peuple noir.

Aujourd'hui le pouvoir colonial a changé de tactique et se garde bien d'en arriver aux mêmes extrémités qu'en Mai, 1967 parce que le camp anti-colonialiste est plus fort et plus organisé qu'en ce temps-là. Une opération comme celle de Mai 1967 est aujourd'hui beaucoup plus hasardeuse pour le pouvoir, mais de toute façon, si elle se faisait elle déboucherait inévitablement sur une lutte prolongée qui aboutirait inéluctablement à l'indépendance de la Guadeloupe.

La tactique d'aujourd'hui est plutôt diluer les problèmes, de faire semblant d'accepter la revendication nationale en tentant de la faire passer par le jeu des urnes, mais sans que ceux qui la défendent aient réellement tous les moyens du jeu en question.

Mais si les propositions du gouvernement français, ses efforts en matière sociale n'ont pas laissé indifférents une partie des gens les plus démunis, il n'en a pas pu autant mis fin à la montée du sentiment national. Dès que la crise mettra un frein à cette politique d'assistance artificielle et révélera la vérité toute nue : à savoir que les guadeloupéens ne possèdent rien et sont des étrangers dans leur propre pays. Alors les luttes sociales vont reprendre de viguer et conduiront tout naturellement à poser le problème politique de notre région. La lutte sociale débouchera sur une lutte politique qui devra passer par l'indépendance de la Guadeloupe pour en arriver à un pouvoir qui sera celui des Noirs pauvres.

Certes techniquement l'armée française a les moyens de causer des pertes et des dégâts immenses au peuple guadeloupéen. Mais si la volonté de se battre contre toute forme d'oppression est réellement grande dans ce peuple, cette armée n'aura pas dessus. Car chaque fils du peuple sera un ennemi qu'il faudra surveiller. Aujourd'hui il n'est pas possible pour l'impérialisme français de mener une guerre prolongée ici tout en surveillant son propre territoire ses ex-colonies d'Afrique (Gabon et autres) les colonies de Réunion/Guyane et tous les TOM.

En trouvant une forme de lutte adaptée à ce territoire et en tenant compte des conditions en France et dans le monde, la lutte du peuple guadeloupéen ne pourra qu'être couronnée de succès. Et cela d'autant plus qu'il aura su montrer aux opprimés du monde entier que sa lutte est la leur, celle de tous les opprimés. Car cela aussi c'est une arme importante qui dressera en France même des opprimés contre les attaques militaires de l'impérialisme français aux Antilles.

POINTE-A-PITRE EN REANIMATION ET EN MATERNITE

La grève générale de 48 h à laquelle les différentes organisations syndicales ont appelé l'ensemble des travailleurs de la Santé fut bien suivie et un important meeting de l'U.T.S. eut lieu le mardi 25 mai dans le hall de l'hôpital.

Au cours de ce meeting, des grévistes, des dirigeants syndicaux de même que certains médecins prirent la parole. Ces derniers ont affirmé leur accord avec les revendications des grévistes, mais par contre ont désapprouvé certaines méthodes employées par le syndicat UTS qui dirige la grève.

Rappelons que c'est la grève déclenchée depuis un mois par le personnel de la réanimation pour demander à l'administration l'embauche de 30 agents supplémentaires en réanimation qui fut à l'origine de ce mouvement. Une semaine après la réanimation, le service de la Maternité s'était mis en grève

car là aussi le problème d'insuffisance en effectif est très aigu. La lutte de ces deux services a soulevé une certaine sympathie parmi le personnel de l'hôpital à telle enseigne que certains services ont fait 24 à 48 H de grève en solidarité avec leurs collègues en lutte. Mais devant l'attitude intransigeante de l'administration l'UTS avait décidé de durcir le mouvement. Et c'est ainsi que des piquets de grève avaient été mis en place à l'entrée de l'hôpital et à celle des urgences. Les entrées étaient

donc contrôlées. Une telle pratique n'a été guère admise par le reste du personnel de l'hôpital, mais surtout par les visiteurs. Car en fin de compte ce sont eux qui supportaient les conséquences de la grève. De vives discussions éclatèrent entre grévistes et visiteurs et il s'en est fallu de peu que de graves incidents n'éclatent. Enfin cette méthode

qui consistait à installer des piquets de grève aux portes de l'hôpital était très impopulaire, d'ailleurs l'UTS fut obligé de faire machine arrière et le mardi 25 mai, dans un tract distribué à l'hôpital ce syndicat a annoncé l'arrêt de cette pratique.

A l'heure où nous écrivons, nul ne sait quelle issue sera celle de ce conflit. A la suite de la démission du conseil d'administration de l'hôpital le 17 mai, le ministre du temps libre de passage en Guadeloupe a annoncé la venue prochaine en Guadeloupe d'un médiateur du gouvernement. Cependant la grève continue dans les services de la Réanimation et de la Maternité. Et le mouvement de solidarité déclenché dans le secteur de la Santé va connaître son apogée probablement aujourd'hui mercredi 26 mai avec la manifestation de rue qui est prévue.

GUADELOUPE : DEUX JOURS DE GREVE AUX PTT

Mardi 25 mai les employés des chèques postaux et de Télécom se mettaient en grève pour réclamer une amélioration de leurs conditions de travail.

Dans un tract distribué par la section locale CGT des Chèques postaux, celle-ci nous donne une idée de conditions de travail qui sont imposées aux travailleurs. Les employés de cette administration affirment être passés à l'action pour protester :

«Contre le manque d'effectif (les postes prévus au budget 82 ne sont toujours pas pourvus)»

«Contre le manque de matériel (pas de chaises, de petit matériel ; nos machines sont vieilles de plus de 45 ans et ont servi sous

toutes les latitudes avant d'arriver à nous)».

C'est ce qu'affirment les travailleurs. D'autre part ils protestent aussi : «contre l'exploitation de nos camarades auxiliaires qui, après plus de 12 ans d'ancienneté sont révocables à tout moment».

«Contre l'exiguïté et l'insalubrité des locaux (aux chèques une toilette sur deux fonctionne, de plus aux alentours de cet établissement public pullulent rats, ravets, cafards, eaux usées, ordures et déchets de toutes sortes)».

«Pour la nomination d'auxiliaires sur les portes vacants jusqu'à l'arrivée des titulaires.»

«Pour une concertation avec les représentants du personnel avant toutes décisions concer-

nant le centre.

«Pour des meilleures conditions de travail et un matériel qui fonctionne».

«Pour la construction à Pointe-à-Pitre d'un local pour les chèques».

Ce n'est pas la première fois que des grèves éclatent dans ces administrations pour la revendication d'amélioration des conditions de travail. Mais à chaque fois l'administration fait des promesses pour pousser à la reprise. Et jusqu'à présent cela a marché. Alors est-ce que les syndicats entreront cette fois-ci encore dans le jeu de l'administration ? Telle est la question qu'on est en droit de se poser.

DES INDIVIDUS TENTENT DE METTRE LE FEU ET TIRENT SUR LA MAISON D'ALEXANDER, OUVRIER SYNDICALISTE EMPRISONNÉ

Dans la nuit du 20 au 21 mai, des inconnus ont tenté de mettre le feu à la maison d'Alexander, militant de l'UTA enfermé dans les geôles coloniales depuis plus de deux mois. Un moment après, ils ont tiré plusieurs coups de feu sur la façade de la maison. Les locataires étant présents le feu a pu être maîtrisé rapidement.

Lié ou non à cette affaire, un tract a été distribué dans certaines régions, en particulier à Pointe-à-Pitre signe «E.D.G.A.R.» qui déverse au sujet de ce travailleur des bordées de dénominations injurieuses qui ont tout l'air de calomnies.

Bien sûr on ne sait pas d'où viennent ces tracts, quels en sont les instigateurs et

si même ils sont liés à l'action criminelle perpétrée sur la maison de Alexander. Mais les procédés ressemblent fort à ceux employés par la racaille d'extrême droite. Le mensonge, la calomnie, un tract injurieux essayant de faire l'amalgame «Dominicain et crapule ou voleur». Ce langage est bien celui d'une certaine droite, celle des Viviers ou Boulogne qui se sont déjà distingués dans ce genre de procédés. Personne n'oublie la présence de R. Viviers en tête de ses nervis défilant dans les rues de Pointe-à-Pitre le jour du pogrom contre les Dominicains en septembre 1980.

Alors que des individus choisissent de frapper un militant syndical alors même

qu'il se trouve entre les griffes de la justice coloniale, ils montrent bien évidemment leur but : semer la confusion et empêcher que ne se développe au sein de la population un vaste élan de solidarité pour sortir Alexander de la geôle coloniale.

Mais ces méthodes, si crapuleuses soient-elles, ne peuvent convaincre personne.

Pour notre part nous dénonçons vigoureusement ces méthodes et réaffirmons notre solidarité totale avec les emprisonnés, Alexander, Marc-Antoine et Dalon, quelles que soient les actions qu'ils auraient entreprises ou non contre l'opresseur colonial.

ECHOS DES ENTREPRISES

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE FRANCE

AN MAKO DÉMASQUÉ

Pas une journée, quand vous vous présentez à l'hôpital de Redoute, vous ne pouvez manquer de voir un energumène de style directorial et même dictatorial se baladant de couloirs en couloirs rapportant à qui bon lui semble toutes les allées et venues du personnel.

Et dire qu'il y en a qui ne sont payés que pour regarder les autres travailler.

UN CHEF REMIS AU PAS

Le chef de service des Kiné a voulu imposer au personnel un changement d'affectation de service sans aucune discussion.

Son changement n'a pas eu lieu ! Le personnel a refusé en signant une lettre pétition pour montrer qu'il tenait à donner son avis et pour demander les raisons qui motivaient un tel bouleversement.

A bon entendeur salut !

DES TRACASSERIES INUTILES

Une certaine responsable de service à l'Hospice a voulu jouer au cheffailon.

D'habitude les jours fériés, il y a un arrangement dans le service. En effet, ce jour, deux agents assurent le service dont un avec coupure. L'arrangement consiste à faire chacun la journée continue, sans coupure donc.

Sans raison, cette responsable s'y opposait.

Les travailleurs ont manifesté leur désaccord avec une telle attitude et suite à l'intervention de leur délégué près de la direction, le problème a été résolu.

LES CRÉATIONS D'EMPLOI DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE.

Avec la diminution d'une heure de travail par semaine, il aurait normalement

dû y avoir embauche supplémentaire dans le secteur de la Santé en Martinique.

C'est ainsi que le syndicat CGTM Santé demandait la création de 230 emplois nouveaux.

Les directeurs des Hôpitaux réclamaient, eux, 160 emplois, tandis que la DDASS n'en proposait que 90.

Pour le gouvernement, c'était beaucoup trop. Le ministère de la Santé n'en a proposé que 12 !

Alors nous savons à quoi nous attendre lorsque ce gouvernement parle de lutte contre le Chômage et de création d'emploi : même là où cela dépend directement de lui, il ne le fait pas !

LA GUERRE DES MALOINES VERSION DELATTRE-LEVIVIER

Il y a quelques jours, alors que l'on s'apprêtait à partir sur un chantier extérieur, on a pu constater qu'il nous manquait des casques.

Nous sommes allés voir le CHS qui n'a pas tardé à en faire la demande à Rein. Mais Rein a répondu : «Ici ce ne sont pas les Malouines».

Voulait-il dire que pour avoir des casques, il nous faut partir en guerre... contre lui ?

SÉCURITÉ SOCIALE

FRANÇOIS : ATTENTION ÉCOLE

S'il est un Centre qui se distingue des autres, c'est bien celui du François. Pas parce qu'il se situe au centre de la ville mais bien plutôt en plein centre d'une cour d'école.

Comme inconvenient, entre autres choses, on peut citer le simple usage du téléphone qui est déjà un tour de force, car c'est au milieu des cris, des chants ou des pleurs des enfants en récréation que tout se passe.

Avant d'aménager le Centre, la Direction le savait, cela n'a pas empêché qu'elle ait pris tout de même la décision de le faire.

Ce n'est qu'un témoignage de plus du peu de cas que ces gens font de nos conditions de travail.

Depuis quelques jours déjà les travailleurs du François ont pris soin de prévenir la direction que cette situation n'a que trop duré, et qu'elle devrait y remédier, dans de brefs délais. Sinon ils se trouveront dans le cas de la persuader autrement.

LA DIRECTION A FAIT FAUSSE ROUTE.

Depuis quelques temps, la direction a mis en pratique une politique de déplacements autoritaires d'agents d'un poste à un autre. Souvent il est arrivé que l'agent soit prévenu le matin même de son déplacement.

La direction justifie une telle pratique, en invoquant la convention collective qui lui donne le droit de placer à sa guise qui elle veut.

Mais de ce droit elle abuse.

Et c'est ce qu'elle fit, en tentant de déplacer arbitrairement une travailleuse du standard au poste de dactylo. Mais c'était sans compter avec la détermination de celle-ci qui refusa de se laisser faire ce qui fit changer d'avis la direction.

Voilà un exemple à suivre.

INFORMATIQUE : QUAND ON A RIEN A DIRE, ON SE TAIT

Rarement une réunion fut aussi vide. Pourtant toutes les têtes pleines de la direction étaient présentes, de Moustin en passant par sa suffisance, pour arriver à Lotaut. Lotaut qui nous fit un One Man Show pour ne rien nous apprendre de plus que ce qu'on savait.

Plusieurs heures de réunion pour revenir au point de départ. Aucune disposition pratique n'a été prise pour la mise en place de l'informatique.

Une question parmi d'autres est restée sans réponse : Quel est le résultat de la mission des 3 informaticiens partis en

La receveuse des PTT deTrinité emprisonnée

Depuis une dizaine de jours, la prison de Fort-de-France a une pensionnaire supplémentaire : l'ex-receveuse des PTT de Trinité, accusée d'un détournement de 65 millions de centimes (650 mille francs).

C'est au moment où nantie d'une belle promotion — elle quittait la direction du bureau de Trinité pour être nommée receveuse des Postes à Fort-de-France centre — que la directrice des Postes a été accusée d'avoir détourné cette somme.

Mais il ne s'agit pas là d'un simple fait divers : la receveuse des Postes n'était pas une simple employée qui se serait quelque peu «oubliée» pour puiser dans la caisse de l'administration. Cette dame était une protégée de la direction qui la soutenait dans tous les mauvais coups qu'elle portait aux préposés sous ses ordres. Par ailleurs, c'était une propagandiste RPR acharnée et élue de droite du Conseil Municipal de Trois-Îlets.

C'est sans doute pour cela que tant de gants ont été pris avec cette dame : alors que le journal du PCM «Justice» dénonçait toute cette affaire, alors que le secret des 65 millions détournés courait les rues de Trinité, la receveuse était encore en liberté. Mieux même, elle n'était pas encore inquiétée par la justice coloniale : seule une enquête administrative était déclenchée par la direction des PTT ! Tout se passait comme si l'administration était en train de chercher une porte de sortie honorable pour la dame en difficulté, qui s'était fait hospitaliser pendant ce temps.

Bref, la direction des PTT essayait vainement de se convaincre que son employée modèle n'avait pas défoncé la caisse. Cette comédie dura un mois, jusqu'à ce que, comme à son cœur défendant, la justice se décidât à emprisonner la receveuse !

Rappelons que tant de gants ne sont pas pris envers les jeunes, surpris en train de voler un porte-monnaie ou un cyclo moteur : ceux-là sont jetés en prison sur l'heure et injuriés dans la presse. Dans la profession même, rappelons-nous le cas de Gros-Dubois, ce postier simplement soupçonné d'avoir participé à un vol aux PTT, alors que c'était faux.

Gros-Dubois fut suspecté par la direction des PTT, qui le persécuta pendant une dizaine d'années, le licencia et le condamna à la misère.

Il fallut une grève de la faim, la mobilisation de centaines de martiniquais pour que ce postier soit réembauché, alors qu'il n'avait rien fait. Cela montre déjà la différence de traitement entre lui et la receveuse.

J. Bruel.

France pour un mois ?

Pourquoi la direction ne répond t-elle pas ?

EDF MARTINIQUE

UN T.A.G QUI NE VIENT PAS

Les responsables de la direction nous avaient affirmé qu'une turbine à gaz serait installée à Pointe-des-Carières et qu'elle assurerait le passage aux moments de pointe sur le réseau.

Seulement les périodes de pointe sont bel et bien là tandis que la turbine à gaz se fait désirer.

Cette turbine ne sera vraisemblablement pas prête avant le mois de juillet.

D'ici là bien des groupes ont le temps de lâcher.

PK TOUJOURS EN CARAFE

Deux groupes de 10 mégawatts sont en panne. Quant aux autres groupes ils sont tous convalescents.

Ils ne peuvent fournir qu'une partie de leur production sous peine de tomber complètement en panne eux aussi.

C'est dire qu'à tout moment un délestage important est possible.

D'ailleurs les délestages de courte durée sont fréquents.

Cette situation était prévisible de longue date. On savait que les groupes installés ne sont pas fiables. On savait aussi que l'entretien est insuffisant.

La solution immédiate était d'augmenter massivement les équipes d'entretien.

Mais la direction a maintenu sa politique de compression du personnel.

Aujourd'hui elle récolte les résultats de la politique du pire.

Mitterrand en Afrique : un flot de belles paroles

PATRICK JOHN

Après J.P. Cot, Ministre de la coopération, c'est au tour de Mitterrand, lui-même de se rendre en Afrique.

Après une escale en Algérie, il s'est rendu au Niger, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Mauritanie.

Tous deux ont modulé leurs discours autour d'une «aide désintéressée» de la France à l'Afrique, en vue de mettre en œuvre dans chaque pays africain une politique qu'eux mêmes auront choisie. De beaux discours furent donc prononcés sur un très beau thème.

Mais le ministre de la coopération ne s'est pas toujours bien contrôlé, car il a aussi dit «chaque franc doit servir les intérêts nationaux de la France» et finalement c'est cette phrase qui résume la politique de la France en Afrique, pas les idées développées dans les discours pour la galerie.

La nouvelle politique africaine que préconise Mitterrand dans des pays qui continuent à être pillés par les capitalistes français ressemble trait pour trait à celle menée antérieurement par le gouvernement précédent. La Côte d'Ivoire produit le café, le cacao, le Sénégal l'arachide, le Niger l'uranium, la Mauritanie le minerai de fer. Toutes ces productions sont contrôlées par des capitaux français. Au Sénégal la production d'arachide est contrôlée par Lesueur. 40 % des investissements en Côte d'Ivoire sont français. La seule firme française DOGEMA contrôle toute la production d'uranium du Niger. A côté de tout cela, 7.500 hommes de l'armée française sont stationnés dans ces pays africains pour imposer aux Africains comme par le passé «la paix française» «la paix» pour que les sociétés françaises poursuivent leur pillage dans le calme et la tran-

quillité. L'humanité, journal soi-disant «communiste» y va aussi du même couplet impérialiste, gouvernement socialo-communiste oblige : «la France ne peut se désintéresser de ces pays qui représentent le quart de notre commerce extérieur et qui absorbent 50 % de la production de certains biens de l'équipement.

La nouvelle politique africaine de Mitterrand n'a de nouveau que les discours. La méthode, les moyens sont très anciens. C'est l'exploitation, le pillage à outrance de ces ex-colonies. Comme par le passé les rôles sont bien séparés. Au devant de la scène le personnel politique, hier Giscard, aujourd'hui Mitterrand parle beaucoup et bien, à l'arrière les mêmes sociétés françaises pillent ces pays.

Des incidents violents lors du spectacle de Rita Marley.

Le spectacle de la chanteuse jamaïcaine, Rita Marley qui s'est déroulé le 21 mai au halle des sports de Pointe-à-Pitre, a provoqué des incidents.

De nombreux jeunes, une grande majorité de chômeurs, et tous ceux qui ne pouvaient payer 70 francs pour le spectacle, s'étaient amassés devant le hall. Les plus audacieux tentèrent de forcer les grilles d'entrée : choisissant cette seule possibilité qui leur permettait d'écouter la chanteuse jamaïcaine.

Mais un important service de vigiles avait été mis en place pour contrôler les entrées.

Face à une foule importante qu'ils n'arrivèrent pas à maîtriser ils tentèrent d'utiliser des manières fortes. Sans tenir compte des conséquences graves que cela aurait pu entraîner. Ils dégainèrent et menacèrent de faire feu, braquant leur révol-

ver sur la foule.

Ces méthodes de «sheriff» soulevèrent la colère de la foule qui s'en prit violemment aux vigiles, et les jets de pierres et de bouteilles volèrent de partout. Certaines voitures eurent leur pare brise brisé.

Des personnes se retrouvèrent dans le bassin du jet d'eau, par un mouvement de foule et prirent un bain forcé.

Les policiers de renfort eux aussi dégainèrent et braquèrent leurs armes sur la foule criant des menaces de «cow boy».

Les policiers (courageux mais pas téméraires) s'étaient réfugiés derrière les grilles de l'entrée. Si une balle était partie elle aurait pu atteindre n'importe qui : resquilleurs ou pas resquilleurs ; Ces incidents sont scandaleux et montre comment la population n'est pas à l'abri quand des hommes armés se trouvent face à elle.

Dans un pays où le nombre de chô-

meurs est très important, il n'est pas surprenant qu'un spectacle aussi cher crée des frustrations qui finalement aboutissent à des excès : resquille, violence...

Mais le mécontentement de toute cette masse de jeunes, lésés sans moyens, qui aspirent comme tout le monde aux loisirs, est encore plus exacerbé par les bandes d'hommes armés (vigiles, policiers...)

Ces hommes armés qui déchargent dans ces occasions leur rancœur contre les délinquants et les malfaiteurs, dont le nombre augmente de plus en plus et qu'ils n'arrivent pas toujours à contrôler, enveniment encore plus la situation.

Et il s'en aurait fallu de peu que ces incidents ne se terminent par une rixe sanglante.

M. V.

LES VIGILES :

DES HOMMES ARMES QUE LES PATRONS CHERCHENT A DRESSER CONTRE LA POPULATION

Depuis quelques temps, les vigiles sont partout. Ils sont non seulement de faction dans les entreprises pour surveiller les biens des patrons, mais interviennent aussi sur les lieux publics, circulent au quatre coins des rues comme les policiers.

Ce service privé voit ses moyens répressifs s'élargir. C'est une véritable milice armée, et ses sbires peuvent décider à n'importe quel moment de tirer sur tout ce qui bouge et qui est suspect la nuit, de braquer leur arme sur une foule et de tirer si cette envie leur prend.

Il serait faux de croire que le service des vigiles n'existe que pour protéger la po-

pulation et les petits commerçants contre les voleurs et autres malfaiteurs.

D'ailleurs malgré leur surveillance, les attaques et les vols se poursuivent. Le dernier en date est le hold up du Casino de Gosier.

En réalité les vigiles ne sont qu'une force armée supplémentaire, à côté des policiers, des CRS et des gendarmes, qui encadrent la population.

Demain, ils peuvent intervenir aussi contre la classe ouvrière en lutte et contre ceux qui expriment leur mécontentement contre l'injustice.

Dans certaines entreprises, les patrons n'hésitent pas à faire appel à eux pour sur-

veiller les travailleurs et contrôler leurs gestes.

Il est dangereux pour la population d'avoir autour d'elle des hommes qui peuvent manier la gachette aussi facilement et qui sont contrôlés par les patrons.

Si il existe parmi les vigiles des hommes qui ne sont pas prêts à accomplir des tâches répressives contre les travailleurs ou la population, c'est dès maintenant qu'ils doivent le faire savoir à ceux qui les embauchent en refusant de faire du zèle.

Mireille Verdat.

MALOUINES :

Suite de la p. 1

Aujourd'hui l'impérialisme américain apporte aux anglais son soutien ouvert. Demain, il prêtera de l'argent ou il vendra des armes aux anglais pour remplacer les bateaux détruits et pour surveiller les Malouines, mais c'est le peuple anglais qui paiera encore la note.

En Argentine, la Junte militaire au pouvoir a choisi de perdre toute une partie de son aviation plutôt que de céder. Une défaite pour elle serait très lourde de conséquences. Le régime a joué sur les sentiments anti-impérialistes de la population pour redorer sa propre image et raffermir son pouvoir. La dictature tente de faire oublier son image sanglante et cruelle. Elle tente de faire oublier les massacres d'ouvriers, les arrestations massives, les «disparitions» par milliers. Elle tente aussi de faire oublier la situation économique désastreuse de ce pays qui est le plus endetté du monde.

Une défaite militaire ou la destruction totale de son aviation n'arrangerait par la Junte. Car aux yeux de la population elle apparaîtrait plus capable de battre des manifestants sans armes dans les rues ou d'emprisonner des opposants au régime que d'aller

battre les anglais. Mais tout dépend comment une telle défaite interviendrait. Si l'armée argentonne des Malouines se bat jusqu'au dernier soldat, si l'aviation fait preuve de courage et de détermination (comme cela a l'air d'être le cas aujourd'hui), il n'est pas certain que, même contrainte de reculer, la Junte perde forcément son nouveau crédit auprès des Argentins.

Cela d'autant plus qu'aucune force de gauche ne s'est placée en dehors de cette unanimité à faire la croisade des Malouines. Cette gauche aurait pu dire : «Après tout, les militaires ont choisi de faire une telle opération sans consulter la population et sans qu'il soit sûr que c'était une opération valable pour les intérêts du peuple argentin. ils n'ont qu'à la mener seuls, leur opération, puisqu'ils ont leur armée pour cela».

Mais toutes les forces politiques et syndicales, y compris l'opposition au régime militaire, a sauté à pied joint derrière les militaires !

Si ceux-ci sont vainqueurs ou s'en tirent bien ils ne pourront que renforcer encore leur pouvoir. S'ils sont vaincus, écrasés par une force supérieure, celle des anglais aidés par

les USA, ils ne feront pas forcément figure d'aventuriers ayant perdu la guerre à cause de leur aventurisme ou à cause de la pourriture de leur armée ou leur lâcheté. Quoiqu'il en soit, la situation économique ne pourra que s'aggraver en Argentine après cette guerre quelle qu'en soit l'issue.

Les militaires ne pourront que s'opposer aux revendications des masses. Celles-ci accepteront elles ou pas les sacrifices pour payer en plus la guerre des Malouines ? Tout dépendra de la façon dont ce conflit se terminera.

On n'entend pas encore s'élever de véritables critiques contre la guerre déclenchée par les militaires, mais il semble que les argentins découvrent maintenant (d'après les témoignages des journalistes) que les combats pour les Malouines coûteront plus cher en vies humaines et en argent que la promenade militaire qu'on leur avait laissée entrevoir au début.

D'où et quand viendra la fissure du front pour les Malouines ? L'avenir le dira. C'est finalement le déroulement de la bataille sur la principale île des Malouines qui influera sur la suite des événements.

REMIS EN LIBERTE

L'ancien premier Ministre de la Dominique a été libéré avant la fin de son procès commencé en février 82.

Cette mise en liberté de l'ancien Premier Ministre survient au moment où le mécontentement en Dominique est grand. La crise économique fait des ravages dans le pays ; l'économie déjà mal en point est au bord de l'asphyxie. Les rares entreprises et travaux s'arrêtent. Difficultés pour expédier les bananes vers l'Angleterre à cause d'un bateau réquisitionné pour la guerre des Malouines. Les travaux de réfection des routes endommagées par David ont été interrompus... ainsi de suite.

Les travailleurs sont sans emploi. Les classes pauvres de la population sont dans une situation des plus dramatiques.

C'est donc sans doute pour calmer une partie des opposants, les supporters de P. John que ce dernier a été libéré. Le gouvernement dominicain face à la banqueroute du pays ne peut faire que ce petit geste pour trouver un peu de répit.

EDITORIAL...

(suite)

La révolte couvait aux Antilles, mais c'est en Martinique qu'elle éclata dans le mois de mai obligeant les gouverneurs de Martinique et de Guadeloupe à décréter l'abolition de l'esclavage sans attendre les décrets venant de France.

Les Noirs esclaves avaient plus de courage que la présidente actuelle du Conseil Général qui elle a peur de braver la loi venant de France en faisant le choix d'une date de commémoration de cette abolition. Elle montre aussi du même coup la portée extraordinaire de la nouvelle «décentralisation». Il paraît curieux que dans une question comme celle là, dont tous les éléments sont rassemblés sur place, qui fait partie de la culture et de l'histoire de notre peuple, qu'une décision ne puisse être prise ici même. Mais la classe politique de gauche et de droite, pleutre et basse, à son habitude, est incapable de penser et de décider même de cela par elle-même : la décision sera prise en France, par des Blancs pour savoir quand des Noirs doivent célébrer l'anniversaire de l'abolition d'une oppression qui pesait sur leurs ancêtres!!

C'est le signe certain que les «descendants» de ceux-ci ont une lutte à mener pour se libérer encore d'une autre forme d'oppression, et certains de leur propre aliénation.

De toute façon les travailleurs, les jeunes, les anti-colonialistes de Guadeloupe et de Martinique n'ont pas attendu de décision de l'administration coloniale pour entretenir le souvenir des luttes des esclaves de 1802 et 1848.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728